L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS JEUDI MATIN, 16 MARS 1876. 49me Année.

DUPUOY & LIMET, PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI MATIN, 16 MARS.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par D. E. Morphy & Son, aux Nos 108 et 110 rue des Magasins, porcelaine, faïence et verrerie.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 33 de la rue des Magasins—habillements, de printemps et d'été : lingerie, parapluies, chapeaux, malles, valises ; fusils de chasse.

Par D. E. Morphy & Son, sur la Levée, au pied de la rue Poydras—foin.

Par Selle et Malochée—Continuation de la vente de meubles au magasin de Ch. Raymond, No 51 rue Royale, coin Bienville.—MM. Selle et Malochée, encanteurs, 50 Royale, continueront à vendre tous les jours, à partir de 10 heures et demie du matin, le stock de meubles ci-dessus. La vente se fera sans réserve pour du comptant.

Porcelaine, Faïence, &c.—Voir l'annonce d'encan de D. E. Morphy & Son.

Foin—Voir l'annonce d'encan de D. E. Morphy & Son.

SPECTACLES.

Jeudi, 16 Mars 1876.

VARIETES—The New Magdalena.
ACADEMIE—Les Deux Orphelines.
ST-CHARLES—Mlle Mary Anderson.
ODD FELLOWS HALL—Général Tom Thumb.

Une victoire républicaine.

L'Etat du New Hampshire, vient de s'illustrer. Il vient d'élire un gouverneur républicain et une législature républicaine. Les républicains qui n'avaient eu, l'année dernière, que 172 voix de majorité en auront 2000 cette année. On peut croire que les gains qu'ils ont faits sont dûs à la fraude, mais qu'importe. N'en reste-t-il pas moins certain que les masses électorales qui avaient soutenu ce parti, l'année dernière, lui sont restées fidèles cette année.

Les effroyables scandales découverts à Washington et dans lesquels sont impliquées les sommités du parti républicain, n'ont donc produit aucune impression sur les 39,030 électeurs qui, l'an passé, avaient mis leur confiance dans le parti républicain. Ces électeurs restent inébranlables dans cette confiance et ils demeurent infidèles à un parti marqué du sceau de l'infamie. Que conclure de là ?

Que ces masses électorales sont inaptes et incapables de comprendre les dangers de la situation, ou bien qu'elles sont corrompues et démoralisées au point de persister à vouloir que les destinées de la république américaine restent entre les mains des Grant, des Belknap, des Babcock et de toute la clique de vampires qui exploitent avec tant d'avidité et d'impudeur, les plus hautes situations politiques pour s'enrichir. Quelle que soit l'hypothèse à laquelle on s'arrête, la conclusion est triste et affligeante.

Il faut, il est vrai, supposer que le parti républicain si compromis par les révélations récentes, aura fait des efforts et des sacrifices extraordinaires pour l'emporter dans cette élection et pour éviter une défaite qui eût donné le signal de la débâcle. Il aura évidemment mis en œuvre toutes les influences dont il dispose et semé l'argent à profusion et le parti démocrate bien que vaincu dans cette première épreuve, ne doit pas se laisser décourager. Mais ne résulte-t il pas de ce simple fait qu'une victoire républicaine a été possible quinze jours après que l'affaire Belknap a éclaté comme une bombe dans le camp républicain, la preuve qu'il y a une absence déplorable de sens moral dans les masses électorales et dans l'opinion publique, le grand régulateur des consciences faibles, a perdu sa force et son prestige.

On peut même se demander s'il y a encore une opinion publique aux Etats-Unis, en voyant le peu d'effet qu'ont produit les dénonciations presqu'unanimes de la presse.

Le peuple américain est comme ces maris aveugles ou faibles, à qui on signale vainement les débordements de leur femme et qui persistent à la garder sous leur toit, sans souci de leur fortune, de leur honneur et de leur dignité.

Quinze années d'un régime d'arbitraire, de corruption, de vénalité, de désordres et une crise financière qui dure depuis deux ans et qui menace de se prolonger, n'ont pas suffi pour éclairer les millions d'électeurs qui restent servilement soumis à la discipline d'un parti, qui n'a jamais eu de principes et qui conduit le pays à la ruine comme il l'a déjà livré à la honte.

C'est triste et écœurant. Mais une telle situation ne rend que plus impérieux le devoir des honnêtes gens—c'est aussi leur intérêt—de réagir contre cette affaissement moral du peuple américain.

Cette victoire républicaine remportée au début de la campagne, doit être un avertissement salutaire pour les démocrates qui se flattaient peut-être de l'emporter facilement dans la campagne présidentielle.

La lutte contre tous les intérêts sordides que le radicalisme a créés ou enrôlés et dont il a fait des complices et des instruments, sera rude à soutenir. Il ne faut pas se faire d'illusions sur la puissance de cette coalition du mal, et pour la vaincre, il faudra l'attaquer sans relâche et trouver le moyen d'intéresser à son renversement tous les éléments passifs ou indifférents de la société américaine en les unissant à la partie restée saine et vigoureuse et en opposant à la ligue des intérêts impurs la sainte alliance des défenseurs du Bien public.

LE DERNIER MOT DU SUFFRAGE UNIVERSEL.—Dans une correspondance au *Herald*, datée de Concord le 8 mars, nous lisons que les deux partis, à cette date se flattaient de remporter la victoire. Le correspondant ajoute qu'il craint bien qu'il n'y ait annuellement 9000 à 10,000 des 30,000 électeurs du New Hampshire, qui vendent leurs votes pour de l'argent.

Lois promulguées.

Les lois suivantes ont été promulguées dans le journal officiel :

Le 9 mars : No 32, loi incorporant la "Hook and Ladder Co. No 1," de Thibodeaux ; No 33, loi incorporant la compagnie du wharf de Lewisburg ; No 34, loi relative au village de Creola, paroisse Winn.

11 mars : No 36, loi sur le village de Homer, paroisse Claiborne ; No 37, loi sur le bureau de police de la ville d'Opelousas ; No 38, loi sur la ville de Thibodeaux ; No 39, loi sur les justices de paix de la paroisse St-Landry ; No 40, loi pour la création d'un hôpital de charité à Shreveport ; No 41, loi incorporant le Factors' Warehouse Bank.

Le troisième volume des mémoires d'Odilon Barrot vient de paraître à Paris.

LA MODE A PARIS.—La dernière mode signalée pour les toilettes de soirée à Paris est le retour au style classique. Le vêtement est attaché par une agrafe sur l'épaule et laisse les bras nus et les épaules et la poitrine terriblement décolletées. C'est la mode du directoire, en attendant autre chose.

—MM. L. T. Barcelse et T. Anfoux nous prient d'appeler l'attention sur un avis qu'ils publient aujourd'hui dans nos colonnes.

CETTE SEMAINE SEULEMENT.—Tout acheteur d'une piastre ou plus de thé au dépôt de la rue du Camp No. 5, recevra gratis une belle canette de thé chinois.

—A propos de clubs excentriques, nous apprenons qu'il vient de s'en fonder un aux Etats-Unis, à Union Hill (New-Jersey), plus singulier encore que le club des Odiophiles.

Il porte le nom de : Club des Pendeurs. Le but de la réunion est tenu rigoureusement secret ; mais le titre donne l'intime assez.

Le club des Pendeurs a pour président M. Gustave Stahl, et il y a tout lieu de croire que John Lynch en a été proclamé le patron.

UN STYLE CARACTÉRISTIQUE.—L'organe radical, rendant compte de l'attaque commise à main armée sur le chef de la police Loan, par le capitaine Flanagan, qui commande l'un des precincts de police, s'exprimait ainsi :

"Le capitaine Flanagan sortit immédiatement son revolver d'une manière hostile, ce qui porta tous les assistants à supposer que.....*he intended business.*" Cette expression est intraduisible mais nos lecteurs la comprendront. *Business*.....le fait, de la part d'un officier supérieur de la police, d'assassiner le chef de la police après l'avoir frappé au visage !

Dans le même compte rendu de l'*affaire*, nous lisons plus bas :

Le colonel Loan n'a pris aucune mesure à propos de cette affaire, et il dit qu'il n'a pas l'intention de suspendre aucun de ces hommes.....

Au commencement de la soirée, Loan et Flanagan ont eu une conversation *amicale* au quartier-général de la police et personne n'a pu supposer qu'il existât *la moindre inimitié* entr'eux.

Comment donc ! Un capitaine de police a frappé son supérieur à la figure et lui a placé son revolver à la poitrine de façon à faire croire à tous les assistants qu'il allait se mettre à *la besogne*, c'est-à-dire le tuer mais le supérieur ayant montré aussi son revolver, le capitaine s'est laissé administrer des coups de canne.

N'est-ce pas la chose du monde la plus naturelle que le soir même, ils aient une conversation amicale et que personne ne puisse supposer "qu'il existe entr'eux la moindre inimitié."

A ceux qui comme nous, ne comprenant pas, les gens de police pourraient répondre par un mot de Dumas, renversé. "Nous ne parlons pas la même langue, nous ne nommes pas de la même espèce."

Ce sont les paroles du commandant de Montaiglin à Monsieur Alphonse.) Félicitons-nous de ne pas parler la langue de ces gens-là et de ne pas être de la même espèce. Mais ce dont nous ne pouvons nous consoler, c'est de voir rester dans leurs mains la police de la Nouvelle-Orléans.

Ceci passe encore notre compréhension. Nous appartenons à cette classe de bonnes gens qui s'entêtent à croire que le cœur est à gauche, bien que les docteurs improvisés de la nouvelle école assurent qu'il est changé tout cela et qu'il est à droite.

LE NOUVEAU MINISTÈRE EN FRANCE.—Une dépêche spéciale au *Herald* contient ce qui suit :

Paris, 11 mars. Le ministère Dufaure-Ricard, choisi comme il l'est entièrement dans le petit groupe du centre gauche, ne peut durer.

Les symptômes évidents du mécontentement qu'a causé le choix des ministres, laissent le président MacMahon découragé et inquiet.

D'un autre côté, à mesure que le mécontentement s'accentue, Léon Gambetta acquiert de la confiance ; il est indubitablement l'homme le plus puissant du corps législatif.

NOTE SUR UN FRANÇAIS DU HAVRE ASSASSINE.—Nous reproduisons la communication suivante de l'*Observateur* de Pointe à la Hache :

Le 28 septembre 1875, un français du nom de Jacques Barthélémy, fils d'un pilote du Havre, a été assassiné par un Italien, sur l'habitation Sawyer, où il était employé. Ce français était possesseur d'un magnifique fusil Lefaucheux à deux coups.

D'un revolver Lefaucheux.

D'une montre et chaîne en argent.

D'un grand coffre de marin garni d'effets d'une assez grande valeur.

Il devait avoir aussi d'après le souvenir de ses amis un certain montant de gages arriérés sur l'habitation et une somme d'argent placée chez un autre habitant.

Personne n'est informé d'aucun de sa famille dans ce pays et que ces faits peuvent intéresser ses parents de France, les journaux français de la Nouvelle-Orléans, de la Louisiane et des Etats-Unis sont priés de reproduire cette note.

F.

LE PARTI RÉPUBLICAIN EN FRANCE.—Maintenant que le parti républicain est devenu le parti gouvernemental, que va-t-il faire ? C'est là une question que chacun se pose, et à laquelle le *Temps* répond en fort bons termes :

Il est vrai que le parti qui va arriver au pouvoir rencontrera des difficultés particulières. C'est la première fois qu'il aura à gouverner dans des conditions tout à fait normales. On l'attend donc à l'épreuve, et il faut le dire, avec une certaine défiance. Ce ne sont pas les adversaires de la République qui sont le plus à craindre pour elle, c'est une masse considérable d'honnêtes gens, qui ne lui veulent pas précisément du mal, qui sont prêts à se rallier à elle pour peu qu'elle les rassure, qui ont peut-être voté pour elle comme pour le roi et comme désormais il faudra, mais qui restent faciles à effrayer. La République devra longtemps encore se rappeler une vérité que ses flatteurs cherchent à lui dissimuler, c'est que les majorités publiques en France sont peu viriles.

Nos populations prennent facilement peur, et quand elles ont peur elles sont capables des plus fâcheuses résolutions. L'opinion consiste de la République devra donc être, non-seulement de nature à effrayer par des violences, mais de ne pas inquiéter par de trop grandes hardiesses. Il faut devancer l'opinion, puisqu'il s'agit de la conduire, mais il ne faut pas la devancer assez pour qu'elle risque de ne pouvoir suivre.

Parmi les progrès qu'a faits le parti républicain depuis deux ans, nous mettons au premier rang la persuasion où il paraît être aujourd'hui que le tempérament politique de notre pays a besoin de ménagements dont nous parlons.

☞Achetez pour une piastre de thé cette semaine au dépôt de la rue du Camp No. 5 et vous recevrez gratis une belle canette de thé chinois.

NAUFRAGES FRANÇAIS RECUEILLIS.—Le Havre annonce que le steamer anglais *Vanguard*, arrivé à Liverpool, venant de la Nile-Orléans, a ramené quatre marins français, trouvés en pleine mer dans un canot, qui était à la merci des flots depuis 8 jours.

Ces malheureux appartenaient à l'*Elisa-Prosper*, de Cherbourg, allant de Pensacola à Brest, et chargé de bois pour le compte du gouvernement français.

Le navire éprouva de très gros temps à la suite desquels une voie d'eau se déclara. Pendant plusieurs jours, l'équipage put, à l'aide des pompes, le maintenir à flot ; mais, comme il était prêt à couler, le capitaine, après avoir consulté l'équipage, ordonna, le 20 janvier, de l'abandonner.

Le péril était proche et, dans leur précipitation, ils ne purent emharquer dans le canot, ni eau, ni vivres. Le capitaine fut enlevé par une vague ; le mousse mourut des souffrances endurées.

Quand le *Vanguard* les recueillit, les quatre survivants étaient sur le point de succomber à la faim et à la soif, ils sont actuellement à Southern Hospital à Liverpool, où le second, qui seul a conservé quelques forces, a pu donner ces détails.

Les autres sont dans un état de faiblesse incroyable, mais on espère pourtant les sauver, avec le temps et beaucoup de soins.

—Le gouvernement français, mécontent de l'attitude générale des Anglais dans l'affaire de Suez, dans celle des comptoirs de la Gambie, etc., est décidé à faire respecter ses droits à Terre-Neuve. On continue dans cette colonie anglaise à prétendre que le droit de pêche des Français n'est pas exclusif, mais concurrent. La grande erreur, disent les pêcheurs anglais, est que, tandis que le gouvernement britannique refusait d'accorder un droit exclusif à la France, il lui permettait en pratique d'exercer ce droit. Mais les Terre-Neuviens se trompent, car si les hommes d'Etat ou agi ainsi, c'est que le droit des Français était incontestable.

Quoi qu'il en soit, on mande de Cherbourg le 24 février qu'on arme tous les navires qui doivent faire les campagnes de Terre-Neuve et d'Islande. La première de ces stations comprendra la corvette à vapeur *Laplace* et le transport à hélice la *Seine* ; ensuite on adjoindra au besoin le croiseur le *Bisson* et le brick à voiles le *Beaumanoir*.

—Nous lisons dans la *France* du 29 février :

La grande-duchesse Marie Nicolaievna, duchesse de Leuchtemberg et comtesse Stroganoff, sœur du czar Alexandre II, est morte la nuit dernière à Saint-Pétersbourg, après une longue et cruelle maladie dont nous avons suivi les alternatives diverses depuis près de deux mois.

Depuis huit jours, la grande-duchesse était condamnée par les médecins, et son agonie était d'instant en instant un déchirement de cœur.

On sait que se sentant, il y a quelques mois, profondément atteinte, elle avait voulu quitter l'Italie, qu'elle habitait d'ordinaire, pour mourir dans son pays.

La cour prend le deuil pour six mois.

LE CONCERT A LA SALLE GRUNEWALD.—Une brillante compagnie composée de l'élite de la société orléanaise, assistait hier soir, à la salle Grunewald, au concert offert à Mme Vve Ch. Bondousquié par ses élèves. L'estimable et habile professeur a été l'objet d'une manifestation très sympathique à son entrée dans la salle et une magnifique couronne lui a été présentée dans le cours de la soirée. La présentation a été accompagnée de quelques paroles appropriées à la circonstance et ce petit incident n'a fait qu'ajouter à l'intérêt de la soirée qui a été charmante sous tous les rapports et qui avait l'air d'une fête de famille.

Le concert a commencé par une ouverture à huit mains, magistralement exécutée sur deux pianos par Mlles A. B., L. B., L. T. et F. P. Le chœur de la *Vestale*, chanté par une vingtaine de jeunes personnes aux voix fraîches et jolies, a produit un fort bel effet. Puis on a successivement applaudi la scène lyrique par M. Cassard, le "Stabat Mater," chanté par Mlles H., M. et M.-M. dans un excellent style, le duo pour violon et piano de *Guillaume Tell*, par M. Caulier et Mlle L. T.

Le duo des *Drayons de Villars*, chanté par Mlle L. B. et M. Métoyé, a obtenu un grand succès. Mlle H. M. a chanté l'air de l'*Africaine*, "Rive du Tage," avec beaucoup de justesse et de goût et Mlle H. D. a eu un succès d'enthousiasme, dû à sa magnifique voix et à la manière dont elle a chanté la scène et l'air du cinquième acte du *Prophète*. Cette jeune personne a fait de sensibles progrès depuis que nous avons eu le plaisir de l'entendre au concert de Mlle B.

Nous avons eu le regret de ne pouvoir entendre la seconde partie du concert qui comprenait une ouverture à 8 mains par les élèves de l'Institut Locquet-Leroy, "Le Concert à la Cour" par Mlle L. B., un air de *Jaquarita*, par M. Métoyé, le grand air de *La Favorite*, par Mlle N. H., la Polonaise de *Jérusalem*, par Mlle C. R. et le *Carnaval de Paris*, duo pour violon et piano, par MM. Caulier et Cartier.

ACADÉMIE DE MUSIQUE.—Après un court séjour à Mobile, la troupe dramatique régulière de l'Académie est revenue ici dimanche dernier, et a fait, le soir, sa rentrée en scène dans la pièce de John Brougham, "The Lottery of Life." Cette pièce en elle-même, n'a rien de vivement intéressant, mais elle présente une similitude d'action avec la généralité des drames américains qui abondent en situations profondément émouvantes et qu'aiment les *theatre-goers*, pour faire usage d'une expression consacrée,—d'outre Canal.

La famille Garcia est un puissant auxiliaire pour la troupe régulière et contribue beaucoup au succès de la représentation, qui, au second acte, est interrompue afin de permettre aux acrobates et aux équilibristes de cette famille de se faire applaudir.

La représentation de ce soir a lieu au bénéfice de Miss Emma Palmer, et celle de demain, au bénéfice de Miss Jennie Clifford, deux artistes consciencieuses de la troupe.

THÉATRE ST-CHARLES — Depuis fort longtemps, il ne nous avait été donné d'entendre une actrice aussi intéressante que celle qui, actuellement, remplit un engagement au "Vieux Drury," Miss Mary Anderson.

Les personnes qui l'ont applaudie depuis hier soir, croiront comme nous, difficilement, qu'elle n'est qu'au début de la carrière artistique qu'elle a embrassée, pour plus dire : qu'elle n'en est qu'à sa quinzième représentation. Ce surtout, qui étonne le plus chez cette débutante, et qui révèle aussi un talent consommé, de moins des dispositions remarquables, c'est qu'elle a attaqué, et avec succès, un repertoire devant lequel les actrices de renom reculent le plus souvent : le répertoire de Shakespeare.

Son interprétation hier, du rôle de Juliette dans "Roméo et Juliette" a été parfaite et lui a valu les applaudissements prolongés de son auditoire.

Ce soir, *Hunchback*.

☞20,000 belles canettes de thé chinois seront comme données gratis cette semaine au dépôt de thé de la rue du Camp No. 5.

UNE ERREUR DE COMPTE DE 102 MILLIONS.—Les ingénieurs allemands viennent de commettre la plus terrible des bourdes. Ils avaient calculé que le percement du Mont-Gothard coûterait 187 millions. C'est d'après ce chiffre que la députation qui sont le plus à craindre pour elle, c'est une masse considérable d'honnêtes gens, qui ne lui veulent pas précisément du mal, qui sont prêts à se rallier à elle pour peu qu'elle les rassure, qui ont peut-être voté pour elle comme pour le roi et comme désormais il faudra, mais qui restent faciles à effrayer. La République devra longtemps encore se rappeler une vérité que ses flatteurs cherchent à lui dissimuler, c'est que les majorités publiques en France sont peu viriles.

Nos populations prennent facilement peur, et quand elles ont peur elles sont capables des plus fâcheuses résolutions. L'opinion consiste de la République devra donc être, non-seulement de nature à effrayer par des violences, mais de ne pas inquiéter par de trop grandes hardiesses. Il faut devancer l'opinion, puisqu'il s'agit de la conduire, mais il ne faut pas la devancer assez pour qu'elle risque de ne pouvoir suivre.

Parmi les progrès qu'a faits le parti républicain depuis deux ans, nous mettons au premier rang la persuasion où il paraît être aujourd'hui que le tempérament politique de notre pays a besoin de ménagements dont nous parlons.

☞Achetez pour une piastre de thé cette semaine au dépôt de la rue du Camp No. 5 et vous recevrez gratis une belle canette de thé chinois.

—*Le Sada*, journal imprimé en arabe à Paris, et dont nous avons signalé l'apparition, assure qu'il est question d'un projet gigantesque de chemin de fer qui, partant du littoral algérien, aboutirait au centre du Soudan !

Jusques M. l'ingénieur en chef Duponchel, rien ne s'opposerait, dit le *Sada*, à l'établissement d'une ligne aliant de Gielma à Timbouctou par Goléah, Insalah et le Sahara algérien.

Tombouctou ! dix minutes d'arrêt ; un bulletin ! Les voyageurs pour Ujiji changent de convoi !

—*L'almanach de Gotha* pour 1876 vient de paraître. Nous y recueillons quelques particularités et renseignements intéressants.

Il y a en France 35 millions de catholiques, près de 500,000 protestants, 49,000 juifs, dont la moitié dans le département de la Seine, 3,071 individus appartenant à d'autres cultes, c'est-à-dire mahométans, bouddhistes, etc., etc., et enfin 82,000 Français qui ont déclaré ne reconnaître aucune religion.

Les budgets des dépenses s'élève à 2 milliards 570,505,513 fr.

Les charges résultant de la guerre de 1870 s'élèvent d'une façon précise à la somme de 9 milliards 828,643,000.

L'effectif total produit par les cinq classes d'armée active, les quatre classes de réserve, les six classes de territoriale et les cinq classes de réserve de cette dernière, en temps de guerre, sur tous les hommes de vingt à quarante ans étant appelés, de 2,423,164 hommes.

Le recensement de 1872 démontre qu'il y a en France 26,301 allemands qui y résident régulièrement. Ce chiffre s'est augmenté d'un cinquième environ depuis trois ans.

INCENDIE DE L'HÔPITAL DE RIOM.—On télégraphie de Riom, le 24 février, 8 heures 35 du soir :

"Ce matin, à six heures, un incendie considérable s'est déclaré à l'hôpital. Quand les secours sont arrivés, toute la toiture de l'aile gauche s'est effondrée. Le feu, attaqué par huit pompes à la fois, a été éteint à six heures. C'est dans l'aile gauche qu'étaient logés les orphelins. Ils sont maintenant sans abri."

—On écrit de Nice qu'un drame épouvantable vient de se passer à Monaco.

Un soldat déserteur, poussé par la faim, eut la funeste idée de s'introduire dans un cabanon inhabité, par une cheminée. Il arriva fatalement et que ce soldat se trouva pris entre les barres d'une grille scellée dans le mur, à hauteur de la cuouinière. Pendant trois ou quatre jours, on entendit dans le cabanon des cris de détresse.

Mais ce cabanon est bâti au sommet de la montagne, près la Tête-de-Chien, c'est à dire à six cents mètres au dessus de Monaco ; on attribua des cris insolites à ceux de quelques gens en proie.

Ce n'est seulement lundi dernier, dix jours après que le propriétaire s'aperçut, en visitant sa demeure, que des jambes pendaient dans sa cheminée.

Chose horrible à dire, ce malheureux s'était littéralement dévoré le bras gauche.

Au milieu de ses efforts pour se délivrer, il se brisa les dents sur la pierre.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

La taxe du chemin de fer du Pacifique.

L'ordonnance suivante a été adoptée à la dernière séance du Conseil Municipal :

Attendu que le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, formant l'Assemblée Générale, à la dernière session régulière ont adopté un acte intitulé acte pour autoriser, avec le consentement des électeurs, une taxe spéciale sur les propriétés de la Nile-Orléans, dans le but de faire acheter des actions de la Compagnie du Chemin de fer de la Nile-Orléans et Pacifique, de tenir une élection spéciale afin de soumettre cette question aux votes du peuple, de pourvoir aux moyens de percevoir cette taxe et elle a été votée, d'imposer certains devoirs aux officiers d'élection de l'Etat et de la ville, de punir toutes les violations de cet acte, d'autoriser l'émission d'actions de taxes, et de trouver les moyens, par mandamus, pour contraindre l'obéissance à cette taxe, si elle est votée ; en conséquence,

Il est ordonné par le maire et par le Conseil de la ville de la Nouvelle Orléans, que le maire est, par la présente, autorisé et requis, d'ordonner une élection à laquelle participeront tous les électeurs qualifiés de la Nouvelle-Orléans, qui devra avoir lieu dans le courant du mois d'avril.

Le maire devant désigner dans une proclamation, avec l'autorisation du Conseil, la date précise de l'élection, dix jours au moins avant que la dite élection ait lieu, et devant désigner également les différents endroits où les *polls* seront établis, nommer les commissaires d'élection, et prendre toutes les mesures nécessaires pour que la dite élection soit tenue régulièrement et impartialement.

Le maire notifiera les officiers chargés de l'enregistrement et de l'élection, d'après les lois de l'Etat, d'avoir à fournir tous les livres, les documents, les boîtes et tous les accessoires indispensables, conformément à l'acte précité de l'assemblée générale.

Les retours de la dite élection seront fournis sans délai au maire, qui les soumettra au Conseil, pour que les administrateurs les compilent avec soin avant de publier officiellement le résultat.

Il est en outre ordonné, etc., que tous les frais encourus pour cette élection, conformément à l'acte de la Législature, devront être payés avec les premiers fonds collectés en vertu du dit acte.

Le comité général des administrateurs en présentant l'ordonnance qui précède, désire ajouter que la ville n'est pas en mesure de subvenir aux dépenses nécessaires de cette élection, et que la mise l'amendement constitutionnel le gouvernement de la ville n'a pas le droit de contracter aucune obligation, ou une dette même temporaire, sans avoir avance ces fonds qui serviront à amortir cette dette.

Ces faits ajoutés à plusieurs autres sont de nature à mettre en doute, dans l'opinion du comité, la faculté de l'administration municipale de mettre en vigueur la loi ainsi qu'elle est conçue.

La place d'assistant avocat général.

Le procès de A. P. Field contre H. C. Dibble, relativement à la place d'assistant avocat général, créée en vertu de l'acte 35 de 1874, a été plaidé hier, devant la Cour de la Supérieure de District, présidée par le pseudo-juge Lynch.

Mr Field était représenté par messieurs Cotton et Walker, et H. C. Dibble par le fameux John Ray.

Les débats ont été très animés.

Messieurs J. Q. A. Fellows et Posey ont été cités comme témoins et ont déclaré que depuis plusieurs mois Mr Field n'a pas cessé un seul jour de remplir les fonctions d'avocat-général.

John Ray, l'avocat de H. C. Dibble, a soutenu que l'acte 35 de 1874 n'était pas inconstitutionnel et a maintenu le droit du pouvoir gouvernemental de donner la place d'assistant avocat-général à son client.

Le pseudo-juge Lynch a rendu une décision mixte, d'après laquelle nous comprenons que M. Field est reconnu comme avocat-général et que M. Dibble continuera de son côté à agir comme assistant-avocat-général. On nous dit que le cas sera soumis finalement à la Cour Suprême.

Le Bureau métropolitain.

Le Bureau des commissaires de la police métropolitaine s'est réuni hier, mais ne s'est pas occupé de l'affaire du surintendant Loan et des capitaines Flanagan et Schricker.

On pense que le colonel Loan ne veut pas porter de plainte contre ses subordonnés et qu'il désire que l'affaire en reste là.

Le revoi de D. Urban demandé.

Les propriétaires fonciers radicaux du onzième ward ont adressé une pétition à W. F. Kellogg, pseudo-gouverneur, demandant le renvoi de D. Urban, assesseur de taxes du quatrième district.

Les pétitionnaires allèguent que D. Urban est incompétent et qu'il a méconnu tous les intérêts fonciers de son district, sans distinction de parti, et ils désirent en outre que le parti radical étant responsable des fautes de dit Urban, soit devoir est d'en débarrasser les contribuables.

Comité Central des Propriétaires fonciers

Le Comité Central des propriétaires fonciers, à sa dernière réunion, a adopté une résolution, exhortant le Conseil municipal à ne prendre aucune détermination relativement au projet de taxe en faveur de la compagnie du chemin de fer de la Nouvelle Orléans et Pacifique, et lui promettant l'appui des propriétaires pour résister à cette taxe.

Après l'adoption de cette résolution, Mr Mitchel, président du comité chargé de faire rapport sur les mesures à prendre contre cette taxe, a déclaré qu'il avait déjà eu une entrevue avec les membres du Conseil municipal, et que tous sont d'avis que cette taxe serait impolitique et oppressive.

Incendie à Alger.

Avant hier soir, vers huit heures et demie, le feu s'est déclaré dans une maison basse et bois, sise rue Alger, entre Valette et Pavé, à Alger, la propriété de Mr Ed. Cabill.

La bâtisse a été complètement détruite. Les pertes, évaluées à $1800, sont couvertes par une assurance de $1000. Les locataires ont gagné ensuite la maison voisine, appartenant à Mr Norton et habitée par Mr Anderson Brown, qui a été légèrement enfoncmagé.

Il n'y a pas d'assurance sur cette dernière propriété.

On ignore l'origine de l'incendie.

Accident fatal.

Hier matin, vers une heure et demie, Mr Bonnewitz, allemand de naissance, âgé de quatre-vingt-quatre ans, se levant de son lit dans l'obscurité et l'égarant pour trouver la porte de sa chambre à heurté un meuble, ce qui l'a fait tomber.

Dans sa chûte, son front a porté contre une table en marbre, avec tant de force, qu'il a été grièvement blessé.

Ses cris ont attiré l'attention de ses enfants, qui sont accourus, mais avant qu'on ait eu le temps de faire venir un médecin, le malheureux vieillard a expiré.

Un voleur arrêté.

Hier matin, vers dix heures, un personnage, que l'on dit être un ex-pensionnaire du pénitencier du Texas et qui est connu sous le nom de Jour-sans-voir a volé un pantalon dans le magasin de M. A. Chapsky, rue du Camp No 21.

Voleur de ponies.

Moses Elie, un voleur de poulets notoire, a été surpris, avant hier soir, dans un poulailler et enfermé au poste de police du septième precinct.

Elle avait fait déjà plusieurs victimes, dont il avait garni un grand sac, lorsqu'il a été interrompu.

Autre explosion d'huile de pétrole.

Hier matin, vers trois heures et demie, une lampe pleine d'huile de pétrole a fait explosion dans la résidence de Mr Joseph Wallace, à l'angle des rues Hellery et Troisième, et a mis le feu à quelques meubles qui ont été considérablement endommagés.

TEMPERATURE.—16 mars 1876.

Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien

	Fahrenheit.	Centigrade
6 A. M.	64	18
12 M.	73	23
3 P. M.	76	24
6 P. M.	72	22

16 mars—1m

On va fonder en Perse un hôtel des monnaies. L'organisation du service a été confiée à des agents autrichiens. On a aménagé, pour cette destination, un vaste bâtiment à une lieue et demie de Téhéran, sur le versant de l'Elbrouz, lequel édifice avait été construit pour y établir une fila-ture de coton.

On a eu toutes les peines du monde à déloger des intrus qui, trouvant le bâtiment vide, s'y étaient installés de leur autorité privée.

Le directeur de la nouvelle Monnaie compte, après avoir fabriqué des monnaies de cuivre et de bronze, introduire le type du *franc* dans le pays. Cette innovation ne rencontrerait pas, semble-t-il, de grandes difficultés, le *kran* d'argent étant presque semblable à notre franc. Or, le kran étant divisé en 20 *shahis*, il suffira de donner à chacun la valeur de 0 fr. 5 centimes, ou d'un sou, pour faire concorder exactement les fractions du kran avec le système décimal français.

☞Achetez pour une piastre de thé cette semaine au dépôt de la rue du Camp No. 5 et vous recevrez gratis une jolie canette de thé chinois.

Avis spécial.

Aux personnes qui doivent des taxes de désséchement.

LE soussigné paie les assessments de desséchement à un RACCOURCI libéral. Adressez-vous à lui sans retard afin d'éviter les frais.

JAMES B. GUTHRIE,
agent pour le paiement des taxes de desséchement, au No 122 de la rue Gravier.
12 mars—6m

AVIS,
Taxes de ville de 1876.

Département des Finances,
HOTEL DE VILLE,
Nile-Orléans, 7 mars 1876.

TOUS les comptes des taxes de ville de 1876, qui n'auront pas été payés le 31 du courant seront annoncés conformément à la loi et porteront 10 pour cent d'intérêt l'an et les frais à partir de la susdite date.

Il sera alloué, jusqu'alors, une diminution (rebate), de 4 pour cent.

EDWIN PILSBURY,
Administrateur des Finances.
7mars—aujl

JOS. BRANDNER,
MARCHAND TAILLEUR,
No. 34 RUE BOURBON.

A constamment en mains un bel assortiment de draps, casimirs et étoffes à pilets.
20 fév.—3 m

POUR LES
Thés, Cafés et Epices
les plus économiques et des meilleures qualités,
—ADRESSEZ-VOUS—
AU GRAND DÉPOT DE THÉS,
No. 5 DE LA RUE DU CAMP.

N. B.—La maison fait déposer les articles à bord des bateaux et sur les chars, sans frais de charroi.
6mars—10t

Liquidation.
Meubles, Meubles, Meubles,
GRANDE VENTE A L'ENCAN
Au magasin de Chs. Raymond, rue Royale No 51, coin Bienville.

Meubles de chambres à coucher.
Meubles de salon,
Meubles de salle à manger.
Ainsi que : Armoires à glace, française, Armoires de toutes sortes en bois de rose, bois d'acajou, bois de noyer, bois chêne ; Toilette, Bureaux, Tables à ouvrage, Tables de centre, Etagères, Porte-Chapeaux.
Aussi quelques Bureaux à écrire pour offices, &c., &c.

A L'ENCAN.

Par SELLE et MALOCHÉE, encanteurs.—Au mand Selle, encanteur—Bureau No 50 rue Royale —Le MERCREDI, 15 mars 1876, au No 50 rue Royale, coin Bienville, à la vente commencant à 10 heures et demie A. M., et continuant tous les jours.
5 mars—F

Magasin Fonthartrain d'articles à bon marché.
Le Fonthartrain Cheap Store.
Tenu par
J. A LACROIX,
Au coin des rues Français et Victoire.
BOTTES ET SOULIERS
de toute espèce pour dames, messieurs, demoiselles et enfants.
On trouvera toujours chez moi un assortiment complet d'articles de première entre offerts à des prix qui défient la concurrence.
Les acheteurs sont priés de venir examiner mon stock avant de le vendre ailleurs.
Ma devise est :
Ventes rapides et légers bénéfices.
9 fév'76. 1an.

J. A. PÉRIER,
250 RUE ROYALE,
Entre St-Philippe et Dumaine.

Liquidation ! Liquidation !

MADAME PÉRIER a l'honneur d'informer sa nombreuse clientèle et le public en général que, voulant se retirer des affaires, elle vendra au-dessous du prix coûtant son dernier envoi de magnifiques plumes neufs, des meilleures fabriques de France, à 50 cts, 75 cts et $1 pièce, ainsi qu'un grand assortiment de plumes de seconde main à $1½, $1½ et $2.00.
mars—1mois.

Les lunettes et les lorgnons dits Brillants sont les meilleurs.

ILS ne fatiguent jamais les yeux. On garantit qu'ils ne casseront pas avant deux ans, ils sont parfaitement achromatiques et les lentilles ne sont aussi fermes que du cailloux.

A. E. GRINWOLD & CO.,
Opticiens et Bijoutiers, au coin des rues Canal et Royale, seul's agents en Louisiane.
24 fév—1m PF

E. F. MIOTON,
Au No 47 de la rue Royale,
Nouvelle-Orléans.
Marchand de—
PORCELAINE, VERRERIE, POTERIE
—Et—
ARTICLES DE MÉNAGE.
Articles français, anglais, allemands et américains, pour le commerce de la ville et celui de la campagne.
27fév—1m.

On Demande
UNE BONNE MODISTE,
S'adresser chez
Mme C. SAMSON,
605 Rue des Magasins.
13 mars—au 19

Nouvelle-Orléans, 5 février 1876.

LA société qui existait entre Charles G. Rebsdack, encanteur—Bufargo et Hugo Meinert est dissoute, aujourd'hui, d'un commun accord. Mr. HUGO MEINERT ayant acheté l'intérêt de ses associés, continuera la commerce, son propre nom et pour son propre compte.

CHARLES G. REBSDACK,
G. DEFFARGE,
H. MEINERT.
17fév—

Wm. L. BROOKS,
Agent pour la vente du
Véritable Tabac Fabrique de la Grande Pointe.
Et des—
CIGARETTES DE PERIQUE
DE J. A. HIGGINBOTHAM & CO. MALLOUDON,
dans de la paille de maïs.
Au No 43 de la rue Natchez.
24fév—1m Nile-Orléans, Lne.

Mme ROHERT,
103.....RUE DU CANAL.....105
Entre Bourgogne et Remparts,
Modes